



**Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr.
GÉNÉRALE

TD/B/COM.2/AHM.1/3
18 décembre 2006

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT

Commission de l'investissement, de la technologie
et des questions financières connexes

Réunion spéciale d'experts sur la promotion des politiques
d'investissement, en particulier dans l'optique du développement

Genève, 23 et 24 novembre 2006

**RAPPORT DE LA RÉUNION SPÉCIALE D'EXPERTS SUR LA PROMOTION
DES POLITIQUES D'INVESTISSEMENT, EN PARTICULIER DANS
L'OPTIQUE DU DÉVELOPPEMENT**

tenue au Palais des Nations, à Genève,

les 23 et 24 novembre 2006

TABLE DES MATIÈRES

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
I. RÉSUMÉ DU PRÉSIDENT	3
II. QUESTIONS D'ORGANISATION	7
 <i>Annexe</i>	
PARTICIPATION	8

Chapitre I

RÉSUMÉ DU PRÉSIDENT

1. Conformément à son ordre du jour, la Réunion spéciale d'experts sur la promotion des politiques d'investissement, en particulier dans l'optique du développement, a examiné la question de la promotion des politiques en matière d'investissement. Elle a passé en revue les efforts déployés par les pays, principalement par le biais des organismes de promotion de l'investissement (OPI), pour influencer sur l'orientation des politiques afin d'améliorer les conditions d'investissement, le but étant d'attirer davantage d'investissement étranger direct (IED) en accord avec les objectifs nationaux de développement économique.
2. Les participants ont recensé les principes, instruments et meilleures pratiques pour la promotion efficace des politiques, en se fondant sur leurs connaissances spécialisées et les expériences des pays. Ils ont également tiré parti de l'expérience de la CNUCED, en particulier dans le cadre de son programme de formation en matière de promotion des politiques, et de celle d'autres organisations internationales.
3. La Présidente a souligné l'importance de la Réunion et a invité les experts à partager l'expérience de leur pays. Elle a également demandé à la CNUCED de rendre compte de son programme de formation en matière de promotion des politiques et de ses activités de coopération technique avec les OPI.
4. Dans son allocution de bienvenue, M. Supachai Panitchpakdi, Secrétaire général de la CNUCED, a souligné le rôle unique des OPI en tant qu'interface entre les secteur public et privé et fait observer qu'ils devaient trouver un équilibre entre les intérêts du secteur public et ceux du secteur privé dans le cadre de leurs activités de promotion des politiques.
5. Lorsqu'il a présenté la note thématique de la CNUCED sur l'orientation des politiques pour la promotion de l'investissement, le Chef de la Section de la promotion de l'investissement a posé un certain nombre de questions à l'intention des experts, parmi lesquelles: Comment les OPI peuvent-ils servir d'interface entre les intérêts du secteur public et ceux du secteur privé dans le cadre de leurs activités de promotion des politiques? Quels sont les bons moyens pour les OPI de déterminer et de faire connaître leurs préférences en matière de politiques? et Comment, dans les pays les plus pauvres, où la promotion des politiques est essentielle, les OPI peuvent-ils trouver les ressources nécessaires pour remplir leur mission?
6. Dans son allocution liminaire, la Directrice exécutive du Centre du commerce international (CCI) et ancienne Présidente de la Jamaica Investment and Export Promotions Corporation (JAMPRO) a fait part de son expérience passée à la JAMPRO et de son action actuelle au CCI. Elle a souligné combien il était important de comparer les activités des entreprises et le climat économique entre les concurrents pour convaincre les décideurs. Des instances publiques et privées comme le Conseil de compétitivité de la Jamaïque, pouvaient servir de cadre à cela. Elle a présenté les instruments utilisés en Jamaïque pour promouvoir le changement et les problèmes rencontrés pour améliorer la compétitivité. Elle a noté que des outils élaborés par des organisations internationales, tels que la carte de l'investissement (Investment Map) du CCI, pouvaient aider les OPI à analyser à moindre coût les données relatives aux échanges et à l'IED. Elle a conclu en soulignant que la réussite des exportateurs était un bon signe pour les

investisseurs potentiels et que, dans les pays en développement, la promotion de l'investissement et du commerce pouvait très bien être confiée à une seule entité en raison de la synergie inhérente entre les deux secteurs.

7. Dans le même esprit, d'autres experts ont souligné que les activités de promotion des politiques pouvaient donner de bons résultats lorsqu'elles étaient fondées sur des stratégies globales à long terme qui comprenaient des mesures visant à améliorer le climat d'investissement et dont l'élaboration et la mise en œuvre faisaient appel à toutes les parties prenantes des secteurs public et privé. Les objectifs à long terme visés par ces stratégies ne devaient pas pâtir des changements d'orientation politique. On a fait observer que les partenariats entre secteurs public et privé jouaient un rôle clef dans la planification du développement économique, en renforçant les facteurs de compétitivité et en améliorant le climat économique et le cadre institutionnel.

8. Parallèlement, des experts ont fait observer que si la conduite des affaires exigeait des changements rapides et des résultats tangibles, cela prenait beaucoup de temps de créer des conditions propices aux affaires, par exemple l'amélioration des infrastructures, l'éducation, la législation, la protection des droits de la propriété intellectuelle, l'application des lois, la réglementation du travail, la prévention et la répression de la corruption, l'amélioration du régime fiscal, l'assouplissement des restrictions en matière d'IED, la libre concurrence, l'instauration de règles du jeu équitables et transparentes, la réduction de la bureaucratie et des obstacles au commerce, etc.

9. Les nouveaux investisseurs avaient besoin de moyens de communication efficaces pour solliciter de l'aide, faire connaître leurs préoccupations et formuler des recommandations pour améliorer les conditions dans lesquelles ils opéraient. Pour augmenter les chances de se faire entendre, ils pouvaient s'associer avec d'autres investisseurs au sein de groupes commerciaux sectoriels ou nationaux. La stratégie consistant à «diviser pour mieux régner» ne favorisait pas le dialogue dans le secteur privé. L'existence de structures formelles bien conçues pouvait contribuer à nouer un dialogue fructueux avec le secteur privé, en particulier avec les investisseurs étrangers. À cet égard, le Forum des affaires du Viet Nam a été cité comme exemple de structure qui facilitait la coopération entre les différents acteurs intéressés, en attirant l'IED et en améliorant le climat d'investissement. L'organisme national de promotion de l'investissement y jouait un rôle particulièrement actif. On a fait observer que l'appui à la création de relations interentreprises s'inscrivait dans le prolongement naturel de la mission des OPI consistant à fournir des services après-vente aux nouveaux investisseurs étrangers.

10. Les experts sont convenus que la société civile pouvait jouer un rôle important en matière de promotion des politiques. Ils ont noté qu'un certain nombre de facteurs liés aux conditions d'investissement revêtaient une importance particulière pour la société civile, notamment la crédibilité, la transparence, l'existence d'un régime réglementaire favorable, la lutte contre la corruption, le maintien des normes fondamentales du travail, le respect des normes environnementales par les investisseurs et la prise en compte des personnes déplacées et des zones écologiquement fragiles.

11. Cela étant, les OPI disposaient d'un grand nombre d'instruments pour la promotion des politiques, parmi lesquels les enquêtes sur les investisseurs, les services de suivi, les instances de coopération entre secteurs public et privé et les conseils d'investisseurs étrangers.

Plusieurs intervenants ont souligné l'importance des travaux d'étude des organisations internationales sur les conditions d'investissement. Dans ce contexte, il a été fait référence aux examens de la politique d'investissement de la CNUCED et au projet «Doing Business» de la Banque mondiale pour la réalisation d'analyses comparatives. Le système de mise en ligne de la réglementation de la CNUCED (un des éléments du Portail de l'investissement), instrument d'administration publique électronique qui présente en ligne les procédures nationales relatives à l'investissement, a été salué comme un outil favorisant la transparence et la bonne gouvernance. Il constituait une plate-forme utile pour la diffusion des pratiques optimales au niveau international et l'appui aux efforts de promotion des OPI en faveur de procédures plus simples et plus efficaces. On a également prêté une grande attention au processus de promotion des politiques, en particulier à la nécessité de recenser et de hiérarchiser les besoins, d'élaborer un plan de travail pour régler les problèmes et d'établir des jalons pour évaluer les résultats.

12. Plusieurs experts ont fait des suggestions, parmi lesquelles:

- Pour réussir en matière de promotion des politiques, un OPI devait disposer de ressources suffisantes et de la légitimité que lui conféraient un mandat clair et la reconnaissance du gouvernement, notamment en ce qui concerne l'utilité de la promotion des politiques. Parmi les structures qui avaient bien fonctionné pour certains pays, on pouvait citer des OPI semi-publics suffisamment proches de l'État et du secteur privé sans l'être trop, ou le maintien d'un OPI dans le giron de l'État pour orienter l'IED vers les secteurs et les régions considérés comme prioritaires. Pour les OPI, le défi majeur consistait à trouver un juste équilibre entre de multiples intérêts, allant des taxes aux infrastructures en passant par le travail et l'environnement, tout en s'adaptant à un environnement concurrentiel en constante mutation;
- Les stratégies à long terme des secteurs public et privé contribuaient à renforcer la compétitivité nationale, qui à son tour favorisait non seulement l'IED mais aussi le développement des PME locales; de toute évidence, cela contribuait à améliorer le niveau de réceptivité des efforts de promotion des politiques des OPI;
- Il n'existait pas de modèle universel pour l'organisation d'un OPI en vue d'une promotion efficace des politiques. Celle-ci dépendait plutôt de la zone de service, des mandats, des ressources, des objectifs et des difficultés spécifiques à chaque OPI, ainsi que du cadre institutionnel du pays, du cadre normatif, des parties intéressées et des attentes des investisseurs. Le Bureau du Médiateur pour l'investissement de la République de Corée, qui relève de l'OPI de ce pays, a été cité comme exemple d'OPI qui avait réussi à s'organiser pour mener un travail efficace de promotion des politiques;
- Les pays devaient surmonter de nombreux obstacles au niveau national pour pouvoir tirer pleinement parti de l'IED et la promotion des politiques pouvait contribuer à les éliminer. Ces obstacles étaient notamment le manque de capacité pour absorber l'IED, l'absence de coordination entre la promotion des exportations et la promotion de l'IED, le manque de cohérence dans l'action des pouvoirs publics et la faiblesse ou l'incohérence de l'action politique;

- La promotion des politiques pouvait être un bon moyen d'améliorer la gouvernance en matière de promotion de l'investissement;
- La promotion des politiques était plus efficace lorsque le message communiqué au gouvernement était cohérent, lorsqu'il provenait de plusieurs sources, en particulier sous forme collective, et lorsqu'il était fréquemment répété;
- Les OPI très proches des plus hautes autorités d'État vivaient parfois cette proximité comme une épée à double tranchant: s'ils pouvaient exercer ainsi une plus grande influence, ils semblaient avoir plus de mal à connaître les intérêts des autres parties prenantes. Quelle que soit la forme qu'elle prenait, la proximité du gouvernement serait appréciée en fonction du degré de légitimité accordé au travail de promotion de l'investissement de l'OPI et de l'efficacité que lui reconnaissaient toutes les parties intéressées.

13. Des recommandations ont été formulées au sujet des activités de suivi des OPI et de leurs partenaires internationaux tels que la CNUCED:

- Il faudrait organiser des ateliers de renforcement des capacités pour aider les OPI à établir, mettre en œuvre et évaluer un large éventail d'instruments pour la promotion des politiques. Ces ateliers pourraient se tenir aux niveaux sous-national, national ou régional;
- Les OPI devraient demander l'aide de partenaires comme la CNUCED, le Service consultatif pour les investissements étrangers et l'Agence multilatérale de garantie des investissements du Groupe de la Banque mondiale, l'OCDE et l'ONUDI, pour élaborer des instruments spécifiques de promotion des politiques, par exemple des forums d'entreprise et des partenariats entre les secteurs public et privé;
- Il faudrait réaliser des examens de la politique d'investissement et les faire suivre de plans d'action pour la promotion des politiques et d'examens de la mise en œuvre;
- Il faudrait adopter le Portail de l'investissement et d'autres instruments pour la promotion des politiques;
- Les OPI devraient collaborer avec des organisations telles que la CNUCED, le Service consultatif pour les investissements étrangers et l'Agence multilatérale de garantie des investissements du Groupe de la Banque mondiale, l'OCDE et l'ONUDI pour mener des travaux de recherche sur les grands problèmes de fond qui les intéressent.

Chapitre II

QUESTIONS D'ORGANISATION

A. Convocation de la Réunion d'experts

14. La Réunion spéciale d'experts sur la promotion des politiques d'investissement, en particulier dans l'optique du développement, a été ouverte par M. Khalil Hamdani, Directeur de la Division de l'investissement, de la technologie et du développement des entreprises de la CNUCED.

Élection du bureau

15. À sa séance d'ouverture, la Réunion d'experts a élu le bureau ci-après:

Présidente: M^{me} Maggie Kigozi, Directrice exécutive,
Autorité ougandaise de l'investissement

Vice-Président/Rapporteur: M. Emmanuel Hess, Directeur des services d'appui
à l'investissement, Organisme costa-ricien de promotion
de l'investissement

C. Adoption de l'ordre du jour

16. À la même réunion, la Réunion d'experts a adopté l'ordre du jour provisoire qui avait été distribué sous la cote TD/B/COM.2/AHM.1/1; l'ordre du jour de la Réunion se lisait donc comme suit:

1. Élection du bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour.
3. Promotion des politiques d'investissement, en particulier dans l'optique du développement.
4. Adoption du rapport de la Réunion.

D. Documentation

17. Pour l'examen de la question de fond de son ordre du jour, la Réunion spéciale d'experts était saisie d'une note du secrétariat de la CNUCED intitulée «Orientation des politiques pour la promotion de l'investissement» (TD/B/COM.2/AHM.1/2).

E. Adoption du rapport de la Réunion

18. À sa séance de clôture, la Réunion d'experts a autorisé le Rapporteur à établir, sous l'autorité de la Présidente, le rapport final de la Réunion.

Annexe

PARTICIPATION

1. Des experts des États membres de la CNUCED ci-après ont participé à la Réunion¹:

Algérie	Lituanie
Arabie saoudite	Madagascar
Argentine	Malaisie
Bangladesh	Malawi
Brunéi Darussalam	Mexique
Chine	Philippines
Cuba	République arabe syrienne
Égypte	République de Corée
El Salvador	République démocratique populaire lao
Émirats arabes unis	République dominicaine
États-Unis d'Amérique	République tchèque
Fédération de Russie	Roumanie
Haïti	Rwanda
Honduras	Sénégal
Inde	Sri Lanka
Indonésie	Thaïlande
Iran (République islamique d')	Timor-Leste
Italie	Trinité-et-Tobago
Jordanie	Yémen
Kenya	Zimbabwe.
Lesotho	

¹ La liste des participants porte la cote TD/B/COM.2/AHM.1/INF.1.

2. Les organismes intergouvernementaux ci-après étaient représentés à la Réunion:

Autorité arabe pour l'investissement et le développement agricoles

Centre Sud

Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest

Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique

Ligue des États arabes

Marché commun des États de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe

Secrétariat du Forum des îles du Pacifique

Union africaine.

3. Les institutions spécialisées des Nations Unies ci-après étaient représentées:

Centre du commerce international

Commission économique pour l'Europe.

4. Les institutions spécialisées ou organisations apparentées suivantes étaient représentées à la Réunion:

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Organisation météorologique mondiale

Organisation mondiale du commerce

Organisation mondiale pour la propriété intellectuelle.

5. Les organisations non gouvernementales suivantes ont assisté à la Réunion:

Catégorie générale

BPW International

Confédération internationale des syndicats libres

Ingénieurs du monde

World Economic Processing Zone Association.

Catégorie spéciale

Association mondiale des organismes de promotion de l'investissement (WAIPA).

6. Ont participé à la Réunion les spécialistes suivants:

M^{me} Valérie Engammare, responsable régionale, Asie du Sud-Est, Organisation suisse de facilitation des investissements (SOFI)

M. Ahn Choong Yong, Médiateur pour l'investissement, organisme coréen de promotion de l'investissement et du commerce

M. Ricardo Martinez, Directeur exécutif, Commission du développement industriel de Mexicali et Directeur pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Association mondiale des organismes de promotion de l'investissement (WAIPA)

M. Jacques Ferrière, ancien Directeur exécutif, Turquie et Asie centrale, Unilever

M. Nitya Nanda, Analyste de politiques, Consumer Unity and Trust Society (CUTS)

M. Fabrice Hatem, Chef, Observatoire des investissements internationaux, Agence française pour les investissements internationaux

M^{me} Maggie Kigozi, Directrice exécutive, Autorité ougandaise de l'investissement

M. Choong Yong Ahn, Médiateur pour l'investissement, organisme coréen de promotion de l'investissement et du commerce

M. Emmanuel Hess, Directeur général, CINDE

M. Lakshman Watawala, Président et Directeur général, Commission sri-lankaise de l'investissement

M. Heerun Ghurburrun, Directeur, Facilitation de l'investissement, InvestMauritius

M. Declan Murphy, ancien Directeur, Unité pour la Charte de l'investissement en Europe du Sud-Est, OCDE, Conseiller, Programme OCDE-MENA sur l'investissement

M^{me} Margo Thomas, Coordinatrice du Programme régional pour l'Europe du Sud-Est, Services-conseils pour l'investissement étranger.
